

ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT CONSTITUTIONNEL D'HAÏTI

## Jean-Bertrand Aristide, un an après



Alors que des manifestations envahissent les rues de Port-au-prince pour réclamer son retour, le président élu Jean-Bertrand Aristide a accordé un entretien exceptionnel à l'écrivain Claude Ribbe, dont nous publions le script intégral. M. Aristide a été enlevé, le 29 février 2004, par les forces spéciales états-uniennes après avoir été menacé par des émissaires français. D'abord détenu en RCA, il est aujourd'hui en exil en Afrique du Sud. 67 États d'Afrique et des Caraïbes le reconnaissent actuellement comme le seul dirigeant légitime d'Haïti et dénoncent le gouvernement fantoche de Gérard Latortue.

page 2

## Bush en Europe, tourné vers Damas

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Alors que les appels à une coopération de l'Union européenne à la politique de Washington se poursuivent, Zbigniew Brzezinski et John McCain demandent aux Européens de collaborer (entre autres) contre la Syrie. Dans le même temps, Damas continue d'être la cible de la presse atlantiste qui persiste à le présenter comme seul suspect dans l'assassinat de Rafic Hariri. Marwan al-Kabalan relève les incohérences de cette thèse.

page 7

REPÈRE : 23 FÉVRIER 1959

## Une leçon de démocratie française en Polynésie

En février 1959, Jean Baptiste Céran Jérusalémy, ancien président de l'assemblée territoriale de Polynésie dite française, résume les contradictions de la cuisine politique française dans ses colonies : « On nous a appris d'abord que la rébellion contre le pouvoir établi était un crime - par exemple en 1947 quand les Tahitiens se dressent contre la nomination de cadres métropolitains. Ensuite, on nous a expliqué que la révolte n'était pas mauvaise (en avril 1958 quand une manifestation empêche l'assemblée de voter l'impôt sur le revenu). (...) La République nous explique que la majorité impose son point de vue, mais elle nous montre que créer une majorité factice est l'enfance de l'art. Elle dit d'un côté que les élus du peuple sont sacrés, mais d'un autre côté elle montre qu'il n'y a aucune raison d'avoir le moindre égard à leur endroit - par exemple lors de l'arrestation du député Pouvanaa. Lors du référendum sur la Loi Cadre, elle nous dit que nous sommes libres de choisir librement le OUI ou le NON, mais dans la foulée elle nous informe que ceux qui auront "mal voté" seront brimés ». ■



## OUI AU PROJET DE CONSTITUTION = NON AU DROIT DES TRAVAILLEURS ?

Le vice-président de la Commission européenne et commissaire en charge des transports, Jacques Barrot, vient de trouver un argument selon lui imparable pour convaincre les citoyens français d'approuver le projet de Traité constitutionnel européen. L'ancien ministre du gouvernement Juppé a en effet affirmé dans un entretien au *Parisien / Aujourd'hui* que le texte bientôt soumis à référendum doit permettre enfin de proposer un volet social à la construction européenne en limitant le droit de grève. Critiquant vertement les syndicats d'Air France qui ont décidé d'une grève spontanée au cours du week-end du 20 février, Jacques Barrot explique que ces mouvements sociaux ne sont « en rien conformes à l'esprit de la future Constitution européenne qui veut prévenir de tels débordements ». Dans cette nouvelle étape de la construction européenne, « il faut que le dialogue social prenne définitivement le pas sur la violence sociale », et la grève est assimilée à des « débordements préjudiciables » qui « ne tiennent pas compte des droits les plus élémentaires des passagers ». ■

## Entretien avec le président constitutionnel d'Haïti **Jean-Bertrand Aristide,** un an après

**Alors que des manifestations envahissent les rues de Port-au-prince pour réclamer son retour, le président élu Jean-Bertrand Aristide a accordé un entretien exceptionnel à l'écrivain Claude Ribbe, dont nous publions le script intégral. M. Aristide a été enlevé, le 29 février 2004, par les forces spéciales états-uniennes après avoir été menacé par des émissaires français. D'abord détenu en RCA, il est aujourd'hui en exil en Afrique du Sud. 67 États d'Afrique et des Caraïbes le reconnaissent actuellement comme le seul dirigeant légitime d'Haïti et dénoncent le gouvernement fantoche de Gérard Latortue.**



Jean-Bertrand Aristide, président constitutionnel d'Haïti

« Après un long périple qui, de Port-au-Prince, l'a mené à Bangui, puis en Jamaïque, c'est finalement ici, à Pretoria, que Jean-Bertrand Aristide a été accueilli, en chef d'État, avec toute sa famille, tant par la république d'Afrique du Sud que par les 53 pays membres de l'Union africaine.

S'il a bien été renversé par un coup d'État en Haïti, le 29 février 2004, son mandat ne prend effectivement fin que le 7 février 2006 et des pourparlers sont en cours, tant avec Port-au-Prince qu'avec l'Onu.

Sous haute protection des services de sécurité sud-africains et accompagné de

son épouse, Mildred, Jean-Bertrand Aristide a bien voulu nous recevoir et a accepté de répondre à toutes nos questions. »

### **Les émissaires**

Question : - *M. Jean-Bertrand Aristide, est-il exact que des émissaires français soient venus vous demander de démissionner, plusieurs semaines avant votre départ d'Haïti ?*

JBA - C'est connu, je ne fais que le redire ! [C'était] monsieur Régis Debray ! Il était accompagné par madame Véronique de Villepin. C'était ces deux personnalités françaises qui étaient venues au palais national pour me le demander. Donc c'est connu ! Les menaces n'étaient pas dissimulées, c'était clair et direct. Comme nous sommes -en bon Haïtien- respectueux, mais [tout en] exigeant [qu'on nous] respect[e], nous leur [avons] répondu avec beaucoup de respect et de dignité. Mais les menaces étaient claires et directes : « Ou vous démissionnez, ou vous pouvez être abattu ! »

Q - *Madame Véronique Albanel, la sœur de monsieur Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, et monsieur Régis Debray vous ont vraiment tenus de tels propos ?*

JBA - Les deux ! Le prédécesseur de l'Ambassadeur [de France] avait bien dit qu'il y aurait une « tempête » en Haïti. Son successeur n'a fait que suivre la trace du prédécesseur et, en ce sens, on sentait venir la « tempête ». Donc il a joué un rôle dans la ligne de la « tempête ». Je suis vivant, mais ce n'était pas leur objectif, car tout ce qui s'est passé ne fait que prouver que le pire aurait pu arriver.

Q - *Vous avez dit avoir été victime d'un enlèvement : que s'est-il passé exactement ?*

JBA - J'ai détaillé cette nuit macabre, les histoires de cette nuit, à travers un livre qui est déjà rédigé. Il s'agit de le publier. Et, au moment opportun, il sera publié. et Les lecteurs prendront connaissance de ce qui s'est passé et [apprendront] comment ça s'est passé, lors de cette nuit que [je n'aimerais pas] revoir. Donc oui, ce fut un enlèvement. En ce qui concerne les détails, ça va être publié et tout un chacun [les] aura sous les yeux.

### **Information, désinformation**

Q - *On a dit que les « rebelles » n'étaient, en fait, qu'une poignée de mercenaires...*

JBA - Il n'y avait pas de rébellion, il y avait quelque chose de construit ! L'argent a financé un enlèvement précédé de désinformation, de meurtres, d'assassinats systématiques. Après l'enlèvement, la désinformation se poursuit... Si aujourd'hui, un an après l'enlèvement, on voit le peuple haïtien, dans son ensemble, pacifiquement, [exiger] notre retour, ça prouve une fidélité. Pas [une] fidélité à ma personne, mais [une] fidélité à la personne qu'ils avaient élue.

## Les accusations

Q - *Quelle est votre réaction lorsque la presse vous accuse d'être un trafiquant de drogue, un délinquant, voire un criminel ?*

JBA - C'est absolument faux ! On est habitué à ce genre de manœuvre où les coupables brandissent le mensonge systématique pour essayer de se cacher, comme si un arbre pouvait cacher une forêt ! Donc nous le savons, nous le savons. Ça ne nous dérange pas car c'est faux ! ... Haïti.

JBA (suite) ... C'est avec la peine au cœur que nous suivons ce qui se passe chez nous, en Haïti. Chaque jour, des gens sont assassinés. D'autres sont emprisonnés. D'autres dans le maquis ou en exil. Selon certaines organisations qui défendent les droits de la personne, c'est vraiment le cas de le dire, c'est un génocide ! pour plus d'un, Il y aurait 10 000 personnes déjà, assassinées en moins d'un an.

Q - *Chaque fois que des troubles ou que des manifestations on lieu en Haïti, on dit que c'est vous qui tirez les ficelles...*

JBA - C'est absolument faux ! Le même langage pacifique que nous [avons] eu avant les élections de l'année 2000, après les élections, avant l'enlèvement du 29 février dernier, après l'enlèvement, c'est ce même langage que nous tenons au jour le jour. C'est un langage pacifique qui se réfère à une mobilisation pacifique pour que les droits de la personne soient respectés...

## 1804-2004

JBA (suite) ... Certainement, le Bicentenaire a fait peur, malgré tous nos efforts pour rassurer tout un chacun : qu' il ne s'agirait pas de vengeance, car nous sommes contre la vengeance, [ni] de violence, car nous avons toujours été contre la violence. Il fallait célébrer la liberté comme valeur universelle. Malgré tout, de leur côté, on n'a pas vu ni la bonne foi ni la volonté politique ni un effort de compréhension.

Q - *Deux cents ans après, la France a envoyé des soldats en Haïti...*

R - Comme Napoléon, en 1802, a voulu rétablir l'esclavage, aujourd'hui, c'est comme si c'était le rétablissement du néo-colonialisme. Mais ça ne tient pas debout ! C'est de la politique pathologique et c'est de la pathologie politique en même temps ! Ça ne tient pas debout ! car la dimension irréversible, à savoir cette volonté collective du peuple haïtien... Nous [avons] été libres en 1804 ? Nous tenons à rester libres ! Vous voulez nous remettre les chaînes aux pieds ? Peut-être parce que vous [les] avez au cerveau ? Nous autres, nous ne [les] avons pas au cerveau et nous ne [les] aurons pas aux pieds ! Vous pouvez nous tuer, mais nous ne nous mettrons pas à genoux comme si nous étions des esclaves qui acceptent l'esclavage.

## Tutelle

Q - *Derrière tous ces événements, voyez-vous une volonté larvée de mettre*

*Haïti sous tutelle ?*

JBA - Ils l'ont dit ! Ils ne l'ont pas caché ! même quand J'avais beau essayer de leur faire comprendre que c'était anachronique, un tel projet, et que ça ne pouvait pas tenir sous le poids de la rigueur de pensée, ils ont voulu avancer. Parce que parfois, quand on est raciste, on pense que le nègre ne peut pas voir plus loin que le blanc. Et en ce sens-là, on se trompe. On leur avait fait voir la vérité. Au fil du temps, ils sont capables de [la] voir, s'ils deviennent raisonnables. Mais ils n'ont pas voulu [la] voir !

Q - *Quels sont ceux qui vous soutiennent, aujourd'hui ?*

JBA - Les états de la Caraïbe ne reconnaissent pas le gouvernement de facto qui a été imposé malgré la volonté et la souveraineté populaires, malgré le vote démocratique du peuple haïtien. deuxièmement : À côté de ce bloc caribéen, il y a les 53 états de l'Afrique. Ces 53 états, ayant répondu positivement à la demande formulée par la Caricom pour nous accueillir ici, ont exprimé une position nette et claire. Ils sont du côté de la démocratie. Ils sont du côté du respect de la souveraineté populaire exprimée par les votes du peuple haïtien. Donc il n'y a pas que le peuple haïtien, il n'y a pas que la Caricom : il y a les pays africains. Allons-nous dire : « Non, ce n'est qu'un continent » ? Dans ce cas-là, [ce serait] une réaction raciste. Il faudrait peut-être dire : « C'est le continent noir, c'est le continent des nègres ! » pour ainsi laisser voir le racisme plus clairement.

Q - *Serez-vous à nouveau candidat à l'élection présidentielle en Haïti ?*

JBA - La constitution est claire là-dessus. Selon la constitution de la république d'Haïti, un président a un mandat de 5 ans. Puis, vous vous retirez : je l'ai fait en 1996. Je me suis retiré démocratiquement. Ensuite, vous pouvez revenir : je suis revenu démocratiquement en l'an 2000. Donc, je finis mon mandat cette année, en 2005, par des élections, pour passer [la] responsabilité, le 7 février 2006, au prochain [président] élu [lors d'] élections libres, honnêtes et démocratiques. Malheureusement, je me suis retrouvé en exil depuis un an environ. même quand ici... J'en profite pour remercier la république sud-africaine, car ils nous ont accueilli en invité d'honneur, pas comme exilé. C'est leur contribution aux Nations unies qui devrait travailler pour la paix et la restauration de l'ordre démocratique. Au moment opportun, je serai en Haïti, dans le cadre de cet accord. Mais, est-ce qu'il y aura des élections demain matin où je me présenterai ? Non ! Si on reste dans la ligne constitutionnelle, je suis le président de la république d'Haïti, même si je ne suis pas en Haïti. Je termine mon mandat. Je souhaite [être] chez moi avant longtemps, dans le cadre d'un accord négocié ou dans le cadre du dialogue, pour qu'ainsi aient lieu des élections libres, honnêtes et démocratiques, telles que prévues par la constitution. »

**Claude Ribbe**

*Écrivain et philosophe.*

---

Pour en savoir plus :

« **La CIA déstabilise Haïti** », *Voltaire*, 14 janvier 2004.

« **Coup d'État en Haïti** », *Voltaire*, 1er mars 2004.

« **Paris relâche le président haïtien** », *Voltaire*, 16 mars 2004.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Bush en Europe, tourné vers Damas

## Analyse

Walid Phares, ex-collaborateur libanais pendant l'occupation israélienne, aujourd'hui réfugié aux États-Unis, dénonce dans le *Washington Times* la culpabilité de la Syrie dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri. Avec rage, il compare le régime des Assad au Reich nazi et la présence syrienne au Liban à l'annexion de l'Autriche.

Laissant à leurs employés le soin de se livrer à ces outrances, les dirigeants états-uniens préfèrent parler de responsabilité morale de la Syrie plutôt que de culpabilité. Mais c'est aussitôt pour se faire encore plus menaçants. Edward S. Walker et Maggie Mitchell Salem expliquent ainsi dans le *Daily Star* de Beyrouth et le *Boston Globe* que le président George W. Bush a pris l'assassinat de Rafic Hariri comme une attaque personnelle. La détermination des États-Unis à repousser la Syrie hors du Liban est donc totale.

Bien sûr, tout cela n'a aucun sens puisque M. Hariri n'avait aucun lien particulier avec M. Bush, alors qu'il était financièrement lié à M. Chirac. Peu importe, il faut embarquer la France coûte que coûte dans cette opération. À preuve le traitement de la rencontre Bush-Chirac par la presse atlantiste : elle annonce que les deux chefs d'État ont sommé la Syrie de quitter le Liban alors que leur communiqué commun déclare toute autre chose. La Syrie est priée de ne pas s'ingérer dans les élections législatives libanaises à venir, puis de remettre le pouvoir à des responsables légitimes.

De son côté, l'universitaire syrien Marwan al-Kabalan relève dans *Gulf News* que, si les relations entre Rafic Hariri et la Syrie se sont détériorées au cours des derniers mois, Damas n'avait aucune raison d'éliminer une personnalité modératrice. Cependant, bien que la logique conduit à innocenter la Syrie, l'opinion publique internationale est persuadée de sa culpabilité. Il appartient donc à Damas de donner des gages et de négocier sa sortie honorable du Liban.

Robert Kagan tente de rassurer les lecteurs du *Washington Post*. Certes les chiïtes ont gagné les élections en Irak, mais cela ne doit pas être interprété comme une victoire de l'Irak. En effet, tous les chiïtes ne sont pas pro-Iraniens, comme jadis tous les gens de gauche n'étaient pas obligatoirement pro-Soviétiques. En l'occurrence, ceux qui ont gagné avaient d'abord été autorisés à se présenter, précisément parce qu'ils avaient donné des gages.

Pour sa part, le syndicaliste Hassan Juma'a Awad témoigne dans le *Guardian* que rien n'a changé en Irak depuis la « libération » par la Coalition. Jadis, les syndicats étaient interdits par Saddam Hussein ; aujourd'hui, ils le sont par le gouvernement provisoire. Jadis les services de Saddam arrêtaient les opposants la nuit ; aujourd'hui les soldats de la Coalition le font en plein jour. Pire, désormais les Anglo-Saxons tentent de diviser pour régner : ils opposent les communautés les unes contre les autres.

Après avoir reçu à l'Assemblée nationale une délégation irannienne, le député socialiste français Jean-Michel Boucheron observe dans *Le Monde* que l'Irak finira par avoir la bombe atomique, que cela n'a rien de dramatique et que c'est légitime. Plutôt que de s'opposer vainement à cette évolution, il vaut mieux accompagner Téhéran pour lui faire reconnaître Israël et prévenir d'éventuels conflits.

Alors qu'après la secrétaire d'État Condoleezza Rice, c'est le président George W. Bush lui-même qui parcourt l'Europe et prêche la réconciliation. Les élites du vieux continent se précipitent devant lui et se réjouissent de ce retour en grâce, tandis que les dirigeants politiques soupirent de soulagement et savourent ce répit avant la prochaine tempête.

Dans un entretien au *Tageszeitung*, l'ancien conseiller national de sécurité démocrate Zbigniew Brzezinski, assure que les frictions ne portent que sur les dossiers proche-orientaux (Palestine, Irak, Iran). Tout peut rentrer dans l'ordre, pourvu que les Européens y mettent du leur et, surtout, financent les prochaines opérations et mettent leurs hommes à disposition.

Même son, de cloche chez le sénateur républicain John McCain, interviewé par le *Tagesspiegel*. Tout au plus ajoute-t-il à la liste des différents le Kosovo et le Darfour. Et pour en finir avec les querelles, il suggère à l'Allemagne de s'investir en Irak en formant la police locale. Il n'est pas sûr que les lecteurs du quotidien berlinois aient apprécié cet hommage appuyé à la capacité supposée des Allemands à former la police dans un pays occupé.

Quoi qu'il en soit, les deux stratèges états-uniens se gardent bien d'évoquer les vraies questions qui fâchent : l'accès au marché énergétique, la fourniture d'armes à la Chine, les menaces contre la Syrie. Il n'est pas difficile de prévoir que l'accalmie sera de courte durée.

**Réseau Voltaire**



## Walid Phares



Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficie d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

### « Mauvaise tournure au Liban »

Source : Washington Times

Référence : « Wrong turn in Lebanon », par Walid Phares, *Washington Times*, 22 février 2005.

Quand l'explosion a frappé Beyrouth, massacrant l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et ses compagnons, l'Histoire a pris une nouvelle tournure au Liban. Les sunnites se sont détournés de Bachar El Assad et une alliance sunnites-druzes-chrétiens s'est formée, se tournant vers les chiites. Comment le pouvoir syrien, connu pour son habileté, a-t-il pu commettre une telle erreur, un tel suicide ? Tous ceux qui ont étudié le régime syrien ont conclu la même chose : plus personne n'est aux commandes de la Syrie. Quand un occupant commence à frapper ses anciens alliés, la fin est proche. L'occupation ba'asiste du Liban dure depuis 30 ans et même la fin de l'ère soviétique n'a pas mis fin à l'Anschluss syrien. Relique de l'ère soviétique, le régime Assad a annihilé ses opposants chrétiens et a coincé les sunnites entre sa terreur et celle du Hezbollah. En ne plaçant pas ce régime terroriste dans l'« Axe du mal » on lui a laissé une chance d'évoluer et de quitter le Liban, mais il ne l'a pas saisie. Aujourd'hui, Saddam est tombé et Yasser Arafat est mort. La Syrie se retrouve seule. Après la résolution 1559, l'opposition libanaise a commencé à se rassembler et la Syrie a attaqué. Damas ne peut pas abandonner le Liban sous peine de voir le « Reich » s'effondrer à l'intérieure de ses frontières. La Syrie est perdue dans une fuite en avant apocalyptique qui risque de laisser le Liban en cendre.

## Maggie Mitchell-Salem, Edward S. Walker

Ancienne fonctionnaire au département d'État et « assistante spéciale » de Madeleine Albright (1998-2000), Maggie Mitchell-Salem est consultante en communication et politique publique à Washington. Elle est ancienne responsable de la communication du Middle East Institute.

### « Bush a pris la mort d'Hariri comme une attaque personnelle »

Source : Daily Star

, The Boston Globe

Référence : « Bush took Hariri's death personally », par Edward S. Walker et Maggie Mitchell Salem, *Daily Star*, 18 février 2005.

« Syria after Hariri », *Boston Globes*, 18 février 2005.

Cette semaine, Rafic Hariri a rejoint la liste des hommes d'État moyen-



Ancien vice secrétaire d'État pour les affaires proche-orientales et ancien ambassadeur à l'ONU, aux Émirats arabes unis, en Égypte et en Israël, Edward S. Walker est président Middle East Institute.

orientaux qui ont osé affronter le *statu quo* et ont payé lourdement cette vision. Son enterrement a été l'occasion pour les Libanais d'organiser une impressionnante manifestation et de se mobiliser pour dénoncer l'emploi des tensions internes au Liban pour justifier l'occupation syrienne. La communauté internationale doit les soutenir.

Hariri a dédié sa vie à la renaissance du Liban et sa mort doit permettre d'assurer la liberté et la démocratie dans son pays. Pour cela, ses vieux amis, Paris, Washington et Riyadh doivent travailler ensemble et priver ses assassins de leurs objectifs : réduire au silence l'opposition libanaise naissante. Hariri, pendant 25 ans, travaillait à l'édification d'un Liban, libre, indépendant et souverain, mais on se souviendra surtout de lui pour son dernier acte politique : sa démission après que la Syrie ait imposé Émile Lahoud pour trois ans supplémentaires à la tête du Liban.

Tragiquement, l'histoire récente du Liban est pleine d'assassinats non-résolus, la plupart attribués à la Syrie. Pour sauver le peu de crédibilité qu'il leur reste, Émile Lahoud et Bachar El Assad devraient accepter une enquête internationale. En attendant, **George W. Bush** a rappelé l'ambassadeur états-unien à Beyrouth. **Jacques Chirac** et **Tony Blair** devraient faire de même avec leurs ambassadeurs. En tant qu'anciens diplomates dans la région, nous devrions favoriser le dialogue, mais la Syrie a abusé du processus diplomatique. La Ligue arabe peut jouer un rôle, c'est un des leurs qui a été assassiné à Beyrouth, tandis que 15 000 militaires syriens et un d'innombrables agents de renseignements syriens stationnent au Liban. Comme l'assassinat a eu lieu alors qu'il existe une résolution de l'ONU, il faut mettre en place une enquête internationale.

Après l'assassinat d'Hariri, on a vu des Libanais de toutes confessions demander un retrait des troupes syriennes. Damas utilisera le vieux tour du risque du chaos pour rester en place, mais il ne faut pas le laisser faire. La France et les États-Unis ne doivent pas abandonner leur engagement en faveur d'un Liban libre et il ne faut pas pousser la Syrie à recalculer le prix de l'occupation.

## Marwan Al Kabalan

Le Dr Marwan Al Kabalan est professeur d'études médiatiques et de relations internationales à la faculté des Médias et de Science politique de l'université de Damas.

### « La Syrie n'est probablement pas l'organisateur de l'assassinat d'Hariri »

Source : Gulf News

Référence : « Syria unlikely to be the plotter behind Hariri's killing », par Marwan Al Kabalan, *Gulf News*, 18 février 2005.

L'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri a créé une vague de colère dans le monde arabe et le monde. Cet assassinat est vu comme un développement crucial qui va entraîner de grands changements au Liban et dans la région. Cela n'est pas dû à la seule personnalité d'Hariri, mais aussi à la situation politique de ce petit État.

Il est trop tôt pour dire qui est coupable, mais ce qui est certain, c'est que la

Syrie n'est sans doute pas l'instigateur de cet haineux acte de terrorisme. Il va de soi que Damas n'a pas perdu un ami avec Hariri et que, depuis six ans, leurs relations n'avaient pas cessé de se dégrader. Depuis des mois la Syrie s'attaquait à lui politiquement et économiquement. Le moment le plus dur de la confrontation était advenu avec l'adoption de la résolution 1559. Pourtant, malgré cela, la Syrie ou des éléments des services de sécurité syrien n'auraient pas pensé à éliminer physiquement Hariri, surtout après que Paris et Washington ait exigé que Damas n'interfère pas dans les affaires libanaises sous peine d'une seconde résolution de l'ONU demandant l'usage de la force contre la Syrie.

La Syrie se sait surveillée par les faucons à Washington et il est impensable qu'elle ait choisi ce moment-là pour frapper. Même si la diplomatie syrienne a d'abord eu du mal à comprendre le monde de l'après 11 septembre, elle a depuis tout fait pour éviter la confrontation. Jamais Damas n'avait provoqué les États-Unis de façon aussi grossière au Liban. En outre, la Syrie n'aurait pas, à la fois, provoquée la France et l'Arabie saoudite alors qu'elle est en pleine crise économique.

Tout cela n'innocente pourtant pas la Syrie aux yeux de l'opinion publique internationale. Pour être innocenté, Damas doit mettre au point une stratégie. La Syrie doit demander une enquête internationale, appeler à un processus de réconciliation nationale au Liban et coopérer avec la communauté internationale pour négocier une sortie du Liban honorable.

## Robert Kagan



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

### « Chiites et stéréotypes »

Source : Washington Post

Référence : « Shiites and Stereotypes », par Robert Kagan, *Washington Post*, 18 février 2005.

En 1977, Jimmy Carter demanda aux Africains d'abandonner leur peur irraisonnée du communisme qui les poussait à soutenir tout dictateur qui nous rejoignait dans cette peur. Toute la gauche et tous les mouvements de libération nationales n'étaient pas communistes et il fallait que les conservateurs comprennent que tous les mouvements de gauche ne représentaient pas un danger pour les États-Unis. Dans le même temps, il fallait aussi que les démocrates comprennent que certains mouvements de gauche qui ne se présentaient pas comme communistes pouvaient quand même avoir des liens avec l'URSS ou Cuba.

Cette approche prudente et mesurée doit également être appliquée aux chiites irakiens qui sont accusés d'être des partisans de l'Iran. Depuis la victoire d'une liste chiite en Irak, les quotidiens états-uniens se demandent pourquoi nous avons dépensé une fortune pour faire élire un gouvernement soutenant Téhéran. Il faut rejeter ces analyses simplistes qui sont bien souvent l'œuvre d'Irakiens ayant perdu les élections et qui veulent limiter l'influence des chiites. Il ne faut pas que Washington adopte la paranoïa des Arabes sunnites. En effet, les chiites irakiens ont régulièrement affirmé qu'ils ne voyaient pas l'Iran

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

comme un modèle et la liste victorieuse devra de toute façon composer avec les Kurdes et les sunnites et aussi avec les éléments laïques de sa propre liste. Les chiites irakiens ont bien des liens avec l'Iran, mais Sistani a sans doute plus d'influence en Iran que l'Iran n'en a en Irak. Il faut faire preuve de discernement et de patience.

## Hassan Juma'a

Hassan Juma'a Awad est secrétaire général du syndicat de l'Iraq's Southern Oil Company et président du syndicat des travailleurs du pétrole de Bassora.

### « Quittez notre pays maintenant »

Source : The Guardian

Référence : « Leave our country now », par Hassan Juma'a Awad, *The Guardian*, 18 février 2005.

Nous avons vécu des jours sombres sous Saddam Hussein et quand son régime est tombé la population voulait une nouvelle vie. Au lieu de cela, nos communautés ont été attaquées avec des bombes chimiques et à fragmentation et notre population a été torturée, violée et tuée dans nos foyers. Les services de renseignement de Saddam venaient prendre les opposants chez eux en pleine nuit, les forces d'occupation font la même chose en plein jour. Les médias montrent seulement une partie des dévastations qui touchent l'Irak. Les journalistes qui osent dire la vérité ont été kidnappés par des terroristes, cela sert les objectifs de l'occupant qui veut éliminer tous les témoins.

Peu après que les Britanniques aient pris le contrôle de Bassora, les travailleurs des champs pétroliers se sont organisés en syndicat car nous savions que le contrôle du pétrole était l'objectif des occupants. Les occupants ont conservé de nombreuses lois de Saddam Hussein, notamment celle de 1987 interdisant les syndicats. Aussi, nous ne sommes pas reconnus malgré nos 23 000 membres. Toutefois, notre légitimité vient des travailleurs, pas du gouvernement. Nous sommes indépendants des partis politiques, mais le seul syndicat reconnu par les syndicats britanniques est l'Iraqi Federation of Trade Unions, liée aux partis proches d'Iyad Allaoui.

Nous nous sommes mobilisés contre la KBR de **Dick Cheney** et les mesures de **L. Paul Bremer** car notre devoir est de protéger les ressources de notre pays.

Nous rejetons les privatisations néo-coloniales qui visent à mettre en place une occupation économique permanente.

L'occupant crée une division sectaire entre sunnites et chiites qui n'existait pas auparavant. Nous combattons ensemble contre l'occupation. **George W. Bush** et **Tony Blair** doivent se souvenir que ceux qui ont voté lors de l'élection sont aussi opposés à l'occupation que ceux qui l'ont boycottée. Nous demandons le départ des troupes d'occupation.

## Jean-Michel Boucheron



Jean-Michel Boucheron est député (PS) d'Ille-et-Vilaine et membre de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale. Il est vice-président du groupe d'études à vocation internationale sur les problèmes de la République d'Irak et vice-président du groupe d'études à vocation internationale sur la Libye de l'Assemblée nationale.

### « L'Iran aura la bombe »

Source : Le Monde

Référence : « L'Iran aura la bombe », par Jean-Michel Boucheron, *Le Monde*, 22 février 2005.

Chacun ressent bien qu'une logique est enclenchée concernant la question du nucléaire iranien et celle-ci peut entraîner la communauté internationale dans une nouvelle et dangereuse impasse.

Bien que le Traité de non-prolifération interdise à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, il y a de très fortes raisons de penser que ce pays travaille en secret à sa construction. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a les pires difficultés à vérifier tout cela tandis que George W. Bush avance ses menaces guerrières. Les Européens tentent de négocier et, devant les ambiguïtés iraniennes, risquent d'amener le dossier devant le Conseil de sécurité ; celui-ci ne pourra que condamner l'Iran, et donc donner la légitimité onusienne à une Amérique qui envisage des frappes avec, cette fois, l'approbation ou la neutralité de la communauté internationale. Certains conseillers influents de George W. Bush rêvent d'instrumentaliser ainsi l'Union européenne dans la perspective d'une action militaire visant à renverser le régime au profit des Moudjahidins, eux-mêmes classés comme terroristes par l'Union européenne. Des frappes états-uniennes auraient pour seule conséquence d'unir le peuple iranien derrière les durs du régime de Téhéran et l'instabilité se développera dans toute la région.

Depuis qu'Israël a la bombe atomique, il n'a plus jamais été attaqué par ses voisins. L'arme atomique s'est avérée être un outil purement défensif, inutilisable pour une invasion. Sa seule présence a dissuadé définitivement les États qui auraient voulu porter atteinte à l'existence d'Israël, comme elle avait dissuadé l'ancienne URSS de lancer ses hordes de chars sur l'Europe de l'Ouest. Cette arme n'empêche pas le terrorisme ou l'Intifada, mais elle fixe un seuil maximal de l'intensité des conflits. Cet aspect stabilisateur est également recherché par l'Iran qui aspire à devenir un pôle de stabilité malgré les agressions qu'il a subi, sa proximité avec trois puissances nucléaires et la menace de Ben Laden contre lui. Certes, les enquêtes de l'AIEA n'en fournissent pas la preuve tangible, mais cette preuve existe tout de même : l'Iran s'est doté de missiles balistiques à moyenne portée dont l'imprécision est si grande qu'ils n'ont d'intérêt que si on les équipe de têtes nucléaires.

Cette attitude est compréhensible, mais peut-on pour autant laisser faire ? En fait, cette question revient à se demander si l'on peut empêcher l'Iran d'avoir la bombe. La réponse est « non ». Par contre, nous pouvons faire entrer l'Iran dans le concert normal des nations. Il faut pousser l'Iran à reconnaître Israël et son droit à vivre en paix. D'un autre côté, il faut reconnaître l'obsolescence du Traité de non-prolifération, aboutir à une nouvelle définition de la prolifération et ne pas mélanger des situations différentes : celle d'un grand pays qui se dote de l'arme nucléaire, celle des trafics de matériels et de technologies sensibles au profit de groupes douteux et surtout celle des trafics de matière fissile.

## Zbigniew Brzezinski



Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

### « De l'argent et des soldats sont nécessaires »

Source : Die Tageszeitung

Référence : « Geld und Soldaten sind nötig », par Zbigniew Brzezinski, *Die Tageszeitung*, 22 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Une véritable amélioration des relations américano-européennes ne peut être que graduelle. C'est un fait patent et durable, le fossé entre nos perceptions globales s'est creusé. Il est triste que des deux côtés le désenchantement domine. Le véritable moyen de remédier à cela serait de mener de véritables discussions stratégiques dont découleraient des décisions communes et une répartition des tâches. Jusqu'à présent, les États-Unis tendaient à porter le fardeau commun en prenant les décisions seuls ; les Européens au contraire, semblaient mettre l'accent sur une décision commune en laissant toutefois le travail aux Américains.

Les divergences d'opinions les plus sérieuses concernent le Proche-Orient, c'est à dire le conflit israëlo-palestinien, la guerre en Irak et le programme atomique iranien. Si les deux côtés décident d'une politique commune, alors le fossé se rétrécira considérablement. La tâche dans cette région nécessite de l'argent et des soldats. L'argent est important quelles que soient les décisions prises. Les soldats manquent.

Les Américains doivent être prêts à prendre des décisions de concert et pas seulement à mener de grande campagnes au nom du seul mot de liberté en pensant que tout le monde va les suivre à l'énonciation d'un simple slogan. Le partenariat Etats-Unis/Europe a bien fonctionné pour la modernisation de l'OTAN, pour venir en aide aux victimes du tsunami ou pendant la crise en Ukraine, mais un gouffre demeure au sujet de la réponse à apporter au terrorisme et concernant les problèmes dynamiques du Proche-Orient.

## John McCain



Ancien prisonnier de guerre au Vietnam et issu d'une famille de militaires états-uniens de haut rang,

### « L'Europe mérite une avance de confiance »

Source : Der Tagesspiegel

Référence : « Europa verdient einen Vertrauensvorschuss », par John McCain, *Der Tagesspiegel*, 20 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le voyage de **Condoleezza Rice** a été un succès. Nous savons que l'Allemagne n'enverra aucun soldat en Irak, mais elle peut être utile : avec des ordinateurs et avant tout avec ses conseils pour la reconstruction du gouvernement et de l'administration. La formation des policiers irakiens est aussi vitale. Les

John McCain est sénateur républicain de l'Arizona. Il est président de la Commission du commerce, des sciences et des transports et membre de la Commission des forces armées du Sénat états-unien. Il était en 2000, le principal rival de George W. Bush à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle. Il préside l'International Republican Institute, un organisme satellite de la National Endowment for Democracy. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 Atlantistes contre la Russie.

Allemands ne seraient-ils pas fiers de dire qu'ils ont construit le premier ministère de l'Intérieur démocratique et légitime en Irak ?

Nous devons constater que **Georges Bush** va rester président encore quatre ans, que le déroulement des élections en Irak a dépassé les espérances du plus grand nombre, que nous avons connu de nouveaux succès, par exemple en Ukraine. Il n'y a pas de plus grand succès qu'un succès commun. L'agenda pour Bush et **Schröder** sera le suivant :

- ▶ D'abord le processus de paix au Proche-Orient, je qualifierais l'élection de **Mahmoud Abbas**, de plus grand bouleversement régional depuis la création d'Israël.
- ▶ Ensuite la reconstruction de l'État irakien.
- ▶ Puis une stratégie commune concernant le programme atomique iranien.
- ▶ Et le génocide au **Darfour**, combien de fois nous sommes-nous défilés ? Plus jamais ça !
- ▶ Pour finir, accorder plus d'attention au Kosovo, l'évolution y est inquiétante. Les élections en Irak ont montré que le peuple est capable de risquer sa vie pour pouvoir s'exprimer par les urnes, mais il a besoin d'aide. Il est à peu près aussi bien préparé à affronter la démocratie que moi à affronter la vie sur Mars. Nous avons été un peu présomptueux au sujet de l'Irak, nous sommes devenus plus prudents. Nous avions sous-estimé la résistance, peut-être qu'un jour on pourra circuler librement entre l'aéroport et la zone verte. Le sang américain a coulé, on le constate à l'arrivée des cercueils et tous les jours dans les journaux au pays.

J'attends des explications sur les propos tenus par Schröder au sujet de la réforme du dialogue politique au sein de l'OTAN. S'il veut accentuer le découplage avec les États-Unis, alors je m'y opposerai. Il est tolérable que l'Inde et le Pakistan aient la bombe atomique même si j'aurais aimé que ce ne soit pas le cas, l'Inde au moins est une démocratie, ces pays ne constituent pas un danger imminent. Si Israël se sent menacé par l'Iran, c'est toute la région qui est déstabilisée. Israël fait tout ce qui est nécessaire à sa survie